



HAL
open science

Ni guerre ni paix en Colombie

Frédéric Massé

► **To cite this version:**

Frédéric Massé. Ni guerre ni paix en Colombie. Les Études du CERI, 2020, 245-246, pp.25 - 31. 10.25647/etudesduceri.245-246.04 . hal-03579296

HAL Id: hal-03579296

<https://sciencespo.hal.science/hal-03579296>

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Ni guerre ni paix en Colombie

par Frédéric Massé

L'année qui vient de s'écouler aura une nouvelle fois été très mouvementée et compliquée en Colombie. A force d'être rabâché, ce constat en est d'ailleurs devenu presque trivial et insignifiant. Et pourtant, les événements de l'année 2019 n'ont pas été anodins : attentat de l'Armée de libération nationale (ELN) contre l'école de police Santander, puis décision du président Duque de mettre fin aux négociations de paix avec cette guérilla en janvier ; crises diplomatiques avec le Venezuela et Cuba en février ; rumeurs persistantes d'intervention militaire contre le régime de Nicolás Maduro (mars-avril-mai) ; libération et nouvelle arrestation de Hernández Solarte alias Jesús Santrich (mai-juin), suivie de la démission du Procureur général de la nation (mai) ; annonce officielle de la reprise des armes par d'anciens commandants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (dont l'ancien numéro deux, Iván Márquez, et Jesús Santrich) le 29 août ; comparution de l'ancien président Alvaro Uribe devant la Cour suprême pour faux témoignages le 8 octobre ; démission du ministre colombien de la Défense à la suite de divers scandales et polémiques autour de sa gestion, le 6 novembre ; importantes manifestations et « concerts de casseroles » contre le gouvernement Duque, entachés d'incidents graves fin novembre et début décembre...

D'après les plus sceptiques, la Colombie serait revenue vingt ans en arrière. Le processus de paix initié en 2012 serait mort-né et le pays, devenu ingouvernable. La lecture est évidemment toute autre du côté du gouvernement et de ses partisans. Selon eux, le président Duque n'aurait fait que corriger certaines erreurs du passé et le pays serait en voie de stabilisation.

Au-delà des clivages idéologiques et politiques, il n'est pas facile de se faire une idée, tant les chiffres eux-mêmes sont très contrastés : reprise des combats et augmentation de la violence et des assassinats politiques dans de nombreuses régions, production record de cocaïne, afflux massif de citoyens vénézuéliens, ou encore hausse du chômage, d'un côté ; indicateurs de violence à l'échelle nationale au plus bas niveau depuis les années 1970¹, croissance économique en hausse à 3,4 %, entrée dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et amélioration de l'indice de compétitivité du pays², renouveau politique dans les principales métropoles colombiennes aux élections locales et régionales du 27 octobre dernier, de l'autre. Difficile d'y voir clair dans ces conditions, d'autant que l'évolution de la situation colombienne dépendra aussi de ce qui se passe au Venezuela. Si l'on ajoute à ce tableau les problèmes de gouvernabilité auxquels est confronté le gouvernement et sa faible marge de manœuvre, l'on comprend mieux pourquoi, trois ans après la signature des accords de paix, il est à nouveau permis de douter de la capacité de la Colombie à refermer définitivement le chapitre de la guerre et à éviter ainsi que l'histoire ne bégaie.

¹ Depuis la signature des accords de paix en 2016, le taux d'homicides est par exemple en nette diminution. De trente-quatre homicides pour cent mille habitants en 2012, il n'était « plus que » de vingt-quatre pour cent mille l'an passé. Même constat pour le nombre de personnes séquestrées : trois mille enlèvements par an en 2012 contre moins de quarante en 2019.

² « Colombia mejora en competitividad », *El Espectador*, 9 octobre 2019.

Un processus de paix malmené ?

En octobre 2016, le non au referendum avait révélé une société colombienne profondément clivée sur la question de la paix. Trois ans après, les Colombiens restent non seulement divisés, mais les derniers événements semblent avoir exacerbé la polarisation de la société.

Pour les plus farouches détracteurs des accords de paix, l'année 2019 n'aurait fait que confirmer ce qu'ils disaient depuis longtemps : les FARC n'ont jamais vraiment eu l'intention de faire la paix. On leur reprochait déjà leur peu d'empressement à faire la lumière sur leurs crimes passés et à demander pardon à leurs victimes. On les soupçonnait aussi d'avoir dissimulé une partie de leurs biens derrière des prête-noms. On les critiquait enfin pour leur manque de collaboration avec les autorités colombiennes et américaines en matière de lutte contre le narcotrafic. Pour les opposants les plus endurcis à l'ancienne guérilla, l'annonce de la reprise des armes par Iván Márquez et ses acolytes n'était donc que la suite logique et prévisible d'une trahison programmée.

Du point de vue des opposants les plus radicaux au gouvernement, c'est au contraire du côté de l'ancien président Alvaro Uribe, et à travers lui l'actuel président Iván Duque, qu'il faut chercher les causes des déboires du processus de paix : objections quant au fonctionnement de la nouvelle Justice spéciale de paix (JEP)³, célérité à vouloir extraditer Jésus Santrich pour narcotrafic et à lever les restrictions sur l'emploi du glyphosate pour les fumigations aériennes, lenteurs administratives concernant la réparation des victimes et le développement de projets productifs collectifs pour les anciens guérilleros, diminution des budgets alloués à la réforme rural intégrale⁴. Tentant sans cesse de remettre en cause les accords de paix, ils seraient donc les principaux responsables du mécontentement et des frustrations de ces commandants des FARC qui, se sentant trahis par le gouvernement, ont annoncé la reprise de la lutte armée.

Dans ce contexte, les voix modérées ont eu bien du mal à se faire entendre au cours de l'année 2019. Du côté de la « communauté internationale », le ton affiché est resté dans l'ensemble positif, mais la plupart sont restés prudents. En octobre 2019, l'ancien sous-secrétaire d'Etat et envoyé spécial de Barack Obama pour le processus de paix en Colombie, Bernard Aronson déclarait par exemple : « la mise en œuvre des accords de paix en Colombie est sur la bonne voie », tout en exprimant un certain nombre d'inquiétudes et en réitérant ses encouragements au gouvernement Duque et à la communauté internationale à poursuivre leurs efforts en vue de mettre en œuvre l'intégralité des accords de paix⁵.

Même son de cloche, bien que peut-être un peu plus mesuré, du côté de l'Institut Kroc (Université Notre-Dame, Etats-Unis) en charge de surveiller la mise en œuvre des accords de paix, ou encore de la Mission des Nations unies en Colombie. Au cours de l'année 2019,

³ L'un des épisodes les plus significatifs des tensions autour des accords de paix fut la formulation des objections du gouvernement de Iván Duque à l'encontre de la JEP, objections finalement rejetées par la Cour constitutionnelle et dont de nombreux analystes s'accordaient à dire que toutes ou partie étaient de nature à remettre en cause le fragile équilibre qui avait été négocié entre justice et paix.

⁴ « La Reforma rural ya no sería "integral" por estos recortes del Gobierno », *El Espectador*, 10 octobre 2019.

⁵ B. Aronson, « Colombia's peace agreement is succeeding », *Wall Street Journal*, 16 octobre 2019.

soulignent-ils, des avancées ont été réalisées, mais les progrès restent insuffisants et des inquiétudes persistent. En termes moins diplomatiques, le bilan est pour le moins mitigé⁶.

Il n'est jamais simple de dresser un bilan, même partiel, de quelque processus de paix que ce soit, car au-delà des débats méthodologiques et des illusions héroïques, les distorsions cognitives – prismes idéologiques, attentes excessives... – empêchent bien souvent de distinguer ce qui relève d'un manque de volonté politique de ce qui tient aux difficultés inhérentes à une telle entreprise. D'autre part, la question du choix des indicateurs et des faits et chiffres à considérer n'est pas non plus aisée. Sur quoi faut-il mettre l'accent en priorité ? Sur les trois mille deux cents guérilleros démobilisés encore présents dans les espaces territoriaux de capacitation et de réincorporation (ETCR), ou bien sur les huit mille autres qui les ont quittés⁷ ? Sur le fait que la grande majorité d'entre eux continuent de souscrire tant bien que mal aux accords de paix ou bien, au contraire, sur les 10 à 15 % qui ont repris la lutte armée ? Et que penser des trente-cinq projets productifs collectifs mis en œuvre depuis la signature des accords de paix, qui bénéficient aux ex-combattants ? Attestent-ils d'un réel effort de réincorporation ou reflètent-ils davantage les attentes déçues, les lenteurs administratives et autres dysfonctionnements dans l'identification, la sélection et le financement de projets ? Qu'en est-il enfin des progrès de la JEP et de la Commission de la vérité ? Faut-il plutôt se réjouir de ce qu'elles aient enfin vu le jour – même si leur fonctionnement demeure poussif et problématique – ou bien au contraire déplorer les accusations de partialité et autres irrégularités dont elles font l'objet ? Entre ceux qui estiment que la bouteille est à moitié pleine et ceux qui préfèrent la voir à moitié vide, la frontière est parfois ténue.

Face aux craintes relatives à l'avenir du processus de paix, des initiatives de la société civile ont également vu le jour pour défendre la paix⁸. Cependant, elles ont eu un écho limité, la conjoncture n'ayant pas aidé. Tout d'abord, les divisions au sein de l'ancienne guérilla et l'abandon du processus de paix par une partie de ses anciens dirigeants ont miné la légitimité du nouveau parti politique issu de la guérilla. Cette force (re)baptisée Force alternative révolutionnaire du commun est au bord de l'implosion et son influence ne semble plus reposer que sur sa seule condition de partie signataire des accords de paix. Résultat : la capacité de ses dirigeants les plus modérés à se faire entendre est désormais des plus réduites⁹. L'évolution de la situation sécuritaire ensuite : dans bon nombre de régions du pays, la violence est en hausse, les combats ont repris et pour les populations qui vivent dans ces régions souvent reculées, la paix est redevenue une chimère. La situation au Venezuela et les menaces d'intervention

⁶ Voir par exemple le troisième rapport du Kroc Institute d'avril 2019 (https://kroc.nd.edu/assets/316152/190409_pam_media_advisory_final.pdf), ainsi que le rapport de la Mission des Nations unies en Colombie du 1^{er} octobre 2019 (https://colombia.unmissions.org/sites/default/files/sp_-_n1928700.pdf).

⁷ Selon les chiffres de l'Agence pour la réincorporation et la normalisation (ARN), au 31 juillet 2019, trois mille deux cent vingt ex-combattants se trouvaient encore dans les ETCR.

⁸ Par exemple, « Defendemos la Paz ».

⁹ Le numéro un du parti, Rodrigo Londoño, alias Timochenko, a fermement condamné l'annonce de la reprise des armes par Iván Márquez, accusant son ancien compagnon d'arme de triple trahison : à la Colombie, au mouvement politique des FARC et à la communauté internationale. Cependant, les attermoissements du parti à exclure ces nouveaux dissidents de leurs rangs auraient à nouveau jeté le doute sur la volonté réelle d'autres dirigeants démobilisés de tourner véritablement la page de la lutte armée.

militaire, enfin, semblent avoir relégué la mise en œuvre des accords de paix au second plan des préoccupations de l'opinion publique colombienne et de la communauté internationale.

Nouvelles tensions sécuritaires...

Fin 2018, un rapport du Comité international de la Croix rouge (CICR) dénombrait (encore) cinq conflits armés en Colombie¹⁰. Difficile d'accuser le CICR de verser dans une lecture politique de la situation, l'analyse étant avant tout juridique, au regard du droit humanitaire. Parler de nouveau de conflit armé – et non pas d'un seul mais de cinq – peut néanmoins surprendre, car après la signature des accords de paix, les FARC se sont en grande majorité démobilisées et tous les chiffres de la violence liés au conflit armé ont diminué à l'échelle nationale.

Le rapport pointe en fait du doigt une apparente contradiction : depuis la signature des accords de paix, la situation générale semble en voie de stabilisation, voire de normalisation, mais l'ensemble du pays est encore loin d'être pacifié. Dans certaines régions, on assiste à une reconfiguration des alliances belliqueuses, car l'espace laissé vacant par la démobilisation des FARC a précipité la reprise des combats entre groupes armés illégaux pour le contrôle de territoires jugés stratégiques.

En 2019, différents facteurs ont accentué cette tendance. Si le nombre de dissidents des FARC était estimé à guère plus de trois cents au lendemain de la signature des accords de paix, il aurait aujourd'hui dépassé les deux mille combattants, et ce avant même la reprise des armes annoncée par Iván Márquez¹¹. Par ailleurs, en trois ans, l'ELN serait passée de mille cinq cents combattants à plus de deux mille cinq cents¹², et l'Armée populaire de libération (EPL) aurait également réussi à survivre et à s'implanter dans de nouvelles régions¹³. Du côté des groupes armés illégaux issus des groupes paramilitaires, si le plus important d'entre eux (le clan du Golfe) a été considérablement affaibli par les opérations des forces armées menées à son encontre (opérations Agamenón I et II), il semble néanmoins résister. Quant aux autres structures criminelles en armes apparues ces dernières années (Caparrapos, Pachelly, Constru, Pachenca, etc.), leur enracinement local est devenu une réalité¹⁴.

¹⁰ CICR, « Cinco conflictos armados en Colombia ¿ qué está pasando ? », 6 décembre 2018 (www.icrc.org/document/cinco-conflictos-armados-en-colombia-que-esta-pasando).

¹¹ Voir par exemple le rapport de la Fondation Paz y Reconciliación, « Más sombras que luces », août 2019. Signalons toutefois que la dissidence n'est pas unifiée. Parmi les vingt-trois groupes existants issus des anciennes FARC-EP, seule une centaine d'hommes appartenant aux fronts 18, 28 et 36 de l'ancienne guérilla auraient rejoint Iván Márquez. Pour une analyse synthétique sur la capacité des groupes dissidents à perdurer, voir par exemple E. Pizarro, « ¿ Han tenido éxito las disidencias guerrilleras ? » *El Tiempo*, 26 octobre 2019.

¹² Sans compter le nombre – difficile à chiffrer – de Vénézuéliens enrôlés ces dernières années, opérant en territoire vénézuélien. Cela dit, les avis divergent quant au fait que l'ELN ait réellement pu étendre son influence dans les zones anciennement occupées par les FARC. Voir par exemple, « Sin negociación, ¿ aumentó la violencia del ELN ? », *Revista Semana*, 18 juillet 2019.

¹³ Replié depuis plusieurs années avec une centaine d'hommes tout au plus dans la région du Catatumbo (nord-est de la Colombie, frontière avec le Venezuela), sa présence a récemment été attestée dans le nord du Cauca (sud-ouest de la Colombie). Cela étant, cette organisation est aujourd'hui considérée comme une bande criminelle vivant du narcotrafic. Elle a été rebaptisée et porte le nom peu flatteur de Los Pelusos.

¹⁴ Voir par exemple A. Avila, « ¿ Quien es quien en la violencia del posconflicto ? », *Revista Semana*, 28 juillet 2019.

En 2019, d'autres facteurs aggravants ont grossi les rangs déjà bien fournis des acteurs criminels agissant en Colombie : la présence de plus en plus marquée des cartels de la drogue mexicains sur une bonne partie du territoire colombien, d'une part ; et la libération de plus d'une centaine d'anciens chefs paramilitaires, qui après avoir été extradés et avoir purgé leurs peines dans des prisons nord-américaines sont revenus au pays, bien décidés à reprendre du service et à récupérer leurs biens, d'autre part¹⁵. Ainsi, en octobre dernier sont réapparus pour la première fois depuis très longtemps des pamphlets signés par les Autodéfenses unies de Colombie (ancien nom des groupes paramilitaires officiellement démobilisés de 2003 à 2006) et désignant comme objectifs militaires tout ce qui touche de près ou de loin à la dissidence des FARC et à l'ELN¹⁶.

Autre constante et source d'inquiétudes, après quatre années de très forte hausse suivies d'une certaine stabilisation en 2018, les chiffres de la production de cocaïne se sont maintenus à des niveaux très élevés en 2019¹⁷.

Enfin et surtout, la situation a été d'autant plus pesante et préoccupante que les assassinats de leaders sociaux et de défenseurs des droits de l'homme, d'un côté, et d'anciens combattants des FARC, de l'autre, ont continué à un rythme soutenu : plus de cent cinquante-cinq pour les premiers et plus de cinquante-deux pour les seconds¹⁸. Fin juillet 2019, le gouvernement a toutefois déclenché une polémique après la publication d'un rapport affirmant que la tendance était à la baisse depuis l'élection d'Iván Duque¹⁹. Par ailleurs, les autorités semblent vouloir continuer à fermer les yeux sur la systématicité de ces assassinats, car même si les auteurs et mobiles de ces crimes sont divers, le fait est que les principales victimes restent les leaders sociaux et les défenseurs des droits de l'homme ayant dénoncé des affaires de corruption et autres scandales politiques ainsi que la présence d'organisations criminelles impliquées dans toutes sortes de trafic illicites.

¹⁵ Parmi eux, des noms tristement célèbres dans les années 2000 : el Alemán, Julian Bolivar, Diego Vecino, HH, Gordo Lindo, Macaco, Fritanga... Voir par exemple « Los capos paramilitares que regresan a Colombia », *Revista Semana*, 15 septembre 2019.

¹⁶ Les autorités colombiennes ont immédiatement démenti l'authenticité de ces pamphlets, mais le doute reste permis.

¹⁷ Les chiffres officiels ne sont pas encore connus, mais tout laisse à penser qu'ils sont restés très élevés. En 2018, le nombre d'hectares de cultures de coca avait très légèrement diminué en comparaison avec 2017, passant de cent soixante-dix mille à cent soixante-huit mille hectares, soit une baisse de 1,2 % ; mais la production de cocaïne avait en revanche augmenté de 5,9 %, atteignant le chiffre record de mille cent vingt tonnes, selon les chiffres de l'UNODC. Pour mémoire, en 2013, le nombre d'hectares cultivés avait chuté à quarante-huit mille.

¹⁸ Chiffres au 30 septembre 2019. Bien que les chiffres varient quelque peu en fonction des sources, on dénombre au total plus de sept cents leaders sociaux et cent trente-sept ex-combattants assassinés depuis la signature des accords de paix. Le 24 octobre dernier, et pour la première fois depuis cette signature, un ancien guérillero a été assassiné à l'intérieur même d'un ETCR, ces espaces étant pourtant protégés par la force publique.

¹⁹ *Consejería Presidencial para los Derechos Humanos y Asuntos Internacionales, Informe de homicidios contra líderes sociales y defensores de derechos humanos 2010-2019*, octobre 2019 (www.derechoshumanos.gov.co/Prensa/2019/Documents/INFORME%20LDDH%20ACTUALIZADO%202017%20DE%20JULIO_V2.pdf). Pour une lecture critique de ces chiffres, voir par exemple R. Uprimmy, « Errores fatales : sobre la supuesta reducción de asesinatos de líderes con Duque », *La Silla Vacía*, 10 août 2019.

... et régionales

Tout au long de l'année 2019, les Vénézuéliens ont continué de fuir en masse leur pays pour tenter d'échapper à la crise politique, économique et humanitaire qui sévit chez eux. Fin août 2019, d'après les autorités, la Colombie comptait plus d'un million et demi de Vénézuéliens sur son territoire. Si ces flux migratoires avaient été jusqu'alors relativement bien absorbés par la société colombienne, cette solidarité a commencé à s'effriter en 2019, les Colombiens accusant de plus en plus les Vénézuéliens d'être à l'origine de tous les maux du pays (délinquance, chômage, prostitution).

Sur le plan diplomatique, la situation au Venezuela a également provoqué de vives tensions dans la région. A la suite de la reconnaissance du président autoproclamé Juan Guaidó par le président colombien Iván Duque, le 23 janvier 2019, le Venezuela et la Colombie ont une nouvelle fois rompu leurs relations diplomatiques. Dans les semaines qui ont suivi, la tension est montée d'un cran, alors que les spéculations autour d'une possible intervention militaire dans le pays voisin allaient bon train²⁰. Contre toute attente, le régime de Nicolás Maduro a néanmoins fait preuve de résilience. Le 11 septembre 2019, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA) a (ré)activé le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), considérant que la situation au Venezuela représentait désormais une menace à la paix et à la sécurité régionale²¹. Cette décision a soulevé de vives critiques au sein de la classe politique colombienne, une partie accusant le gouvernement d'Iván Duque de jouer avec le feu et d'œuvrer au bénéfice des Etats-Unis.

Le 16 janvier 2019, l'attaque à la voiture piégée de l'ELN contre l'école de police Santander a non seulement mis fin aux négociations avec cette guérilla, mais il a également porté un coup aux relations bilatérales entre la Colombie et Cuba. A la suite de cet attentat qui a fait vingt-deux morts, Bogota a exigé l'extradition des dirigeants de l'ELN qui étaient à Cuba pour négocier avec les représentants du gouvernement colombien. La Havane a refusé net. Rappelant son statut de pays hôte et son rôle de garant du processus de paix, le gouvernement cubain a justifié son refus en invoquant le strict respect des protocoles signés en cas de rupture des négociations. Le gouvernement colombien a néanmoins continué de contester la validité de ces protocoles et de réclamer l'extradition des dirigeants de l'ELN. En signe de protestation, la Colombie s'est même abstenue lors du vote à l'Assemblée générale des Nations unies concernant la levée de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba, le 7 novembre dernier. Une première depuis que ce vote a lieu (1992). Pour certains, le gouvernement colombien aurait agi de la sorte pour aider le gouvernement américain, qui, après que l'administration Obama l'en a retiré, chercherait à remettre Cuba sur la liste des pays soutenant les organisations terroristes.

²⁰ Parmi tous les scénarii évoqués pour tenter de trouver une solution à la crise au Venezuela, on ignore si l'administration américaine a sérieusement envisagé une intervention armée. Tous les cas de figure ont certainement été étudiés. Des négociations « secrètes » avec des représentants du régime Maduro auraient même eu lieu. Mais au moment où l'administration Trump annonçait le retrait des troupes américaines d'Irak et de Syrie et à quelques mois de l'élection présidentielle où il remettra son mandat en jeu, on peut également penser que Donald Trump a jugé bon d'attendre, préférant éviter que des soldats américains se fassent tuer dans un nouveau conflit. Le limogeage, le 10 septembre 2019, de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, farouche partisan d'une intervention armée, semble accrédiiter cette hypothèse.

²¹ Douze pays ont voté pour, cinq se sont abstenus et les Bahamas et Cuba n'ont pas participé au vote.

Entre espoirs et préoccupations

Trois ans après la signature des accords de paix, la Colombie est donc à nouveau en proie au doute, d'autant que depuis son entrée en fonction en août 2018, le président Iván Duque fait face à une crise de gouvernabilité et manque de visibilité. Pris entre ceux qui, dans son propre camp, continuent d'agiter le spectre du castro-chavisme, et une gauche radicale qui tente – sans vraiment y parvenir – de tirer profit de la montée des mécontentements, son gouvernement a du mal à faire avancer les choses. En 2019, les retentissements des scandales de corruption au sein de la classe politique et du système judiciaire²² ont en outre accentué la défiance des citoyens envers leurs élites.

Contrairement aux prévisions, cette défiance s'est traduite par un vote plus indépendant et un renouveau politique dans les plus grandes métropoles du pays (Bogota, Medellin, Cali, Cartagena, Santa Marta), lors des élections régionales du 27 octobre. Et si cette recomposition du paysage politique était encore très timide (mêmes familles politiques, mêmes clans familiaux...) dans de nombreuses régions du pays – les pratiques clientélistes et mafieuses (corruption, achat de votes, violence politique) n'ayant toujours pas disparu –, ces élections ont montré qu'en dépit des difficultés, le changement était possible et de nombreux Colombiens ont repris espoir. A la fin de l'année 2019, ils considéraient toutefois que le gouvernement était resté sourd à leurs revendications. A la suite de l'appel à la grève généralisée le 21 novembre, des centaines de milliers d'entre eux sont descendus dans la rue pendant plusieurs semaines pour faire entendre leur mécontentement et réclamer davantage de progrès, tant en ce qui concerne la mise en œuvre des accords de paix et la protection des leaders sociaux et défenseurs des droits de l'homme, qu'en matière de politique économique et sociale et de lutte contre la corruption.

Aujourd'hui, la Colombie semble donc partagée entre espoirs et préoccupations, et les événements de l'année 2019 nous rappellent une fois de plus que la transition de la guerre à la paix n'est jamais facile et que rien n'est écrit d'avance. Trois ans après la signature des accords de paix, le pays semble tiraillé entre la nécessité de respecter ces accords et de répondre aux huit millions de victimes du conflit armé, et la volonté de moderniser le pays. Il n'est certes pas simple de concilier les objectifs propres à la consolidation de la paix et ceux davantage liés au développement. De même que maintenir et consolider la paix sans paix relève d'une gageure. Dans l'immédiat, le gouvernement Duque doit aussi et surtout éviter que le pays ne replonge dans un conflit armé²³. La situation actuelle – une sorte de « ni guerre ni paix » – illustre bien ce que rappelait Julien Freund dans sa préface du livre de Georg Simmel, *Le Conflit* : « Le conflit demeure latent dans la paix. La paix est latente dans le conflit ».

²² Odebrecht, cartel de la toga, démission du Procureur général de la nation et du ministre de la Défense...

²³ Ou que le conflit armé ne s'étende à nouveau.